

# **COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN**

## **Règlement numéro 5 portant sur LES DROITS À PERCEVOIR DES ÉTUDIANTS (En vertu de l'article 24.5 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel)**

**Adopté le 16 septembre 1993**  
CA-93-07-64

**Amendé le 1<sup>er</sup> novembre 1993**  
CA-93-08-84

**Amendé le 9 mai 1994**  
CA-94-12-121

**Amendé le 20 juin 1994**  
CA-94-13-132

**Amendé le 30 janvier 1995**  
CA-95-17-168

**Amendé le 29 janvier 1996**  
CA-96-27-241 (b)

**Amendé le 20 janvier 1997**  
CA-97-38-322

**Amendé le 22 juin 1998**  
CA-98-48-426

**Amendé le 14 décembre 1998**  
CA-98-51-464

**Amendé le 8 février 1999**  
CA-99-53-478

**Amendé le 25 février 1999**  
CA-99-54-480

**Amendé le 28 septembre 1999**  
CA-99-61-529

Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 19 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q., chapitre C-29.

**Amendé le 8 février 2000**  
CA-2000-65-551 b)

**Amendé le 30 janvier 2001**  
CA-2001-73-612

**Amendé le 29 janvier 2002**  
CA-2002-80-672

**Amendé le 27 janvier 2003**  
CA-2003-92-768

**Amendé le 28 janvier 2004**  
CA-04-100-847 c)

**Amendé le 21 avril 2004**  
CA-04-101-863

**Amendé le 26 janvier 2005**  
CA-04-108-918

**Amendé le 25 janvier 2006**  
CA-05-119-996

**Amendé le 24 janvier 2007**  
CA-07-127-1067

**Amendée le 28 janvier 2009**  
CA-09-144-.1219.2

L'usage du genre masculin inclut le genre féminin; il n'est utilisé que pour alléger le texte.

## **PRÉAMBULE**

À l'automne 2000, le Cégep Marie-Victorin adoptait un *Projet éducatif* dans lequel on invite l'étudiant à prendre en main son projet de formation et à partager notre effort pour créer un milieu de vie qui soit propice à la découverte de soi, des autres et du monde.

Il importe d'assurer la réussite scolaire de nos étudiants en leur fournissant un contexte et un milieu de vie qui leur assurent une qualité de la formation et une possibilité de développer l'ensemble des compétences requises pour se réaliser pleinement tant sur le plan personnel que professionnel ou social.

## **ARTICLE 1 OBJET**

- 1.01** Le présent règlement a pour objet de déterminer les droits afférents, les droits d'admission et les droits d'inscription aux services d'enseignement collégial, exigibles des étudiants du Cégep.

## **ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION**

- 2.01** Le présent règlement, à l'exception de l'article 4, s'applique aux étudiants à temps complet ou à temps partiel dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un DEC ou dans un programme d'études subventionné conduisant à l'obtention d'une AEC.
- 2.02** Les étudiants en situation particulière sont considérés comme étant à temps complet par le ministère de l'Éducation du Québec pour les fins de financement et devront par conséquent assumer les droits exigibles pour un temps complet.

## **ARTICLE 3 DROITS**

- 3.01** Les droits portent sur des charges obligatoires pour des services offerts à tous ou, dans certains cas, à toutes les personnes appartenant à une catégorie ou à un groupe particulier. Ils incluent toutes les charges de nature pénale qui sont exigées de toutes les personnes n'ayant pas respecté certaines conditions fixées par règlement. On divise les droits dans les cégeps en deux grandes catégories : les droits afférents et les droits de toute autre nature.

### **3.02 Droits afférents**

Ces droits sont prescrits pour des activités qui se rapportent aux services d'enseignement ou qui sont requises à l'occasion de ces services. Ce sont des activités qui sont reliées à l'enseignement et qui contribuent à la réalisation d'objectifs de formation chez l'élève, mais qui ne sont pas la prestation de cours ou la tenue d'activités pédagogiques obligatoires prévues par le programme d'études.

On trouve parmi les droits afférents, devant tous être approuvés par le ministre de l'Éducation du Québec, les droits d'admission, les droits d'inscription et les autres droits afférents. Chacune de ces trois rubriques comprend des droits universels, qui devront être acquittés par tous une fois ou plusieurs fois durant la formation, et des droits exigibles de certaines catégories d'élèves pour des services particuliers. Ces derniers sont généralement de trois natures : utilisateur-payeur, ticket-modérateur et pénalité administrative.

#### **3.02.1 Droits d'admission**

Ces droits sont reliés à l'ouverture du dossier d'un élève qui demande de poursuivre des études collégiales dans un cégep, ainsi qu'au choix de programme de ce dernier. Il s'agit d'abord de droits universels, à acquitter une seule fois, dans le cadre d'une nouvelle admission dans un cégep. Ils couvrent :

- l'ouverture du dossier;
- l'analyse du dossier;

- les changements de programme;
- les changements de profil;
- les changements de voie de sortie.

Dans le cas d'un élève intéressé à être admis dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un DEC ou dans un programme d'études subventionné conduisant à l'obtention d'une AEC, ces droits universels sont de trente dollars (30 \$).

Il peut également s'agir de droits d'admission qui correspondent à une pénalité ou exigibles de certaines catégories d'élèves pour des services particuliers, tels que :

- |   |       |
|---|-------|
| • l'analyse d'un dossier d'étudiant étranger aux fins de l'admission                                | 30 \$ |
| • appréciation d'un dossier de candidature aux fins de reconnaissance des acquis et des compétences | 30 \$ |
| • réactivation d'un dossier inactif (2 ans et plus)   | 30 \$ |

### 3.02.2 Droits d'inscription

Ces droits touchent les actes administratifs en lien avec la consignation des informations concernant un élève et son cheminement dans le programme dans lequel il a été admis. Ils sont reliés aux gestes allant de la demande de l'élève à suivre un ou des cours jusqu'à la production de son bulletin ou relevé de notes officiel pour la session concernée. On parle d'abord de droits universels devant être acquittés à chaque session de formation. Ils couvrent :

- l'annulation de cours dans les délais prescrits
- l'attestation de fréquentation requise par une loi
- l'attestation de fréquentation requise par une démarche d'admission dans un établissement d'enseignement supérieur
- le bulletin ou relevé de notes (1<sup>re</sup> copie)
- les tests de classement lorsque requis par un programme
- l'émission de commandite
- les modifications de choix de cours ou d'horaire pour des raisons déterminées par règlement
- les reçus officiels pour fins d'impôt
- la révision de notes

Pour les élèves à temps complet ou réputés temps complet qui s'inscrivent dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un DEC ou dans un programme d'études subventionné conduisant à l'obtention d'une AEC, ces droits universels sont de vingt dollars (20 \$) par session.

Pour les élèves à temps partiel, ils sont de cinq dollars (5 \$) par cours jusqu'à concurrence de vingt dollars (20 \$) par session.

On parle aussi de droits d'inscription qui correspondent à une pénalité ou exigibles de certaines catégories d'élèves pour des services particuliers, tels que :

- |  |   |
|--|---|
| • <b>Droits d'inscription additionnels – Alternance travail études</b>   | 100 \$  |
| • <b>Droits d'inscription - Reconnaissance des acquis et des compétences</b>                                     | 30 \$   |
| • <b>Pénalités et inscriptions</b>   |   |
| - pénalités pour retard de paiement<br>(à l'exception des cas particuliers qui ont pris une entente de paiement) | 25 \$   |
| - pénalité pour modification d'entente<br>en reconnaissance des acquis   | 30 \$/modification<br>variable selon le lieu du stage |
| - inscription à des stages optionnels  |   |
| - confirmation tardive de choix de cours – Enseignement régulier   | 15 \$   |
| - horaire non récupéré à être recréé   | 25 \$   |

- **Cours d'activités physiques optionnels**
- 109-103-0C Initiation à l'éducation physique 18 \$
- 109-104-0B Escalade 35 \$
- 109-104-0E Golf 65 \$
- 109-105-0B Projet de plein air 18 \$

### 3.02.3 Droits de reconnaissance des acquis et des compétences

- reconnaissance de cours en formation générale  
(pour une période maximale de deux ans) : 30 \$ par cours  
jusqu'à concurrence de 300 \$

*Ces frais couvrent les tests diagnostics, les évaluations, la formation manquante, s'il y a lieu.*

- reconnaissance de cours et de compétences en formation spécifique  
(pour une période maximale de deux ans) : 30 \$ par cours,  
40 \$ par compétence,  
50 \$ par stage jusqu'à concurrence de 500 \$

*Ces frais couvrent les évaluations et la formation manquante, s'il y a lieu.*

### 3.02.4 Autres droits afférents aux services d'enseignement

Ce sont les droits, tels que définis précédemment, qui sont prescrits pour des activités qui se rapportent aux services d'enseignement ou qui sont requises à l'occasion de ces services, mais qui ne sont pas en lien direct avec l'admission ou l'inscription. Il s'agit, dans un premier temps, de droits universels à acquitter à chaque session de formation. Ils couvrent généralement :

- l'accueil et les activités dans les programmes d'études
- la carte d'identité
- l'agenda étudiant
- les avances de fonds
- l'aide à l'apprentissage
- l'information scolaire et professionnelle
- les télétransactions par le biais du portail bleumanitou.com pour les activités suivantes : diffusion des résultats d'évaluation, remise des horaires, paiement des droits, choix de cours interactif, contrôle de la fréquentation scolaire, grille de cheminement scolaire personnalisée, accès direct au logiciel « Repères » (SERVICES SONT OFFERTS SEULEMENT AUX ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT RÉGULIER)

Pour les élèves inscrits à temps plein ou réputés temps plein, à l'Enseignement régulier ou à la Formation continue, dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un DEC ou dans un programme d'études subventionné conduisant à l'obtention d'une AEC, ces droits sont de vingt-cinq dollars (25 \$) par session.

Tout étudiant admis à temps partiel, à l'Enseignement régulier ou à la Formation continue, doit acquitter des droits afférents aux services d'enseignement collégial au montant de six dollars (6 \$) par cours par session.

Il peut également s'agir de droits afférents aux services d'enseignement qui correspondent à une pénalité ou exigibles de certaines catégories d'élèves pour des services particuliers, tels que :

- **Coût de remplacement de la carte d'identité** 5 \$
- **Coût pour le remplacement de documents de la bibliothèque,**  
endommagés ou perdus ou remis en retard
  - document remis en retard 0,25 \$ / jour / document  
(maximum 10 \$ / document)
  - perte d'un document 5 \$ + valeur de remplacement
  - document de référence remis en retard 1 \$ / h / document  
(maximum 10 \$ / document)

- **Télétransactions**

- réaménagement d'horaire dans le portail bleumanitou

20 \$

## **ARTICLE 4 DROITS DE SCOLARITÉ FIXÉS PAR LE CÉGEP**

- 4.01** Tout étudiant admis au Cégep à temps complet ou à temps partiel dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un DEC ou dans un programme d'études subventionné conduisant à l'obtention d'une AEC, doit acquitter des droits de scolarité de 6 \$/heure pour chaque cours hors programme.

## **ARTICLE 5 PERCEPTION ET REMBOURSEMENT**

### **5.01 Droits d'admission**

Les droits d'admission sont perçus au moment du dépôt de la demande d'admission ou lorsqu'un service supplémentaire est requis. Le défaut de paiement entraîne la cessation de la démarche d'admission.

Les droits d'admission ne sont remboursables que dans le cas où le Cégep annule un programme d'études.

### **5.02 Droits d'inscription**

Les droits d'inscription sont perçus au moment du choix de cours pour l'Enseignement régulier ou au moment de l'inscription pour la Formation continue.

Les droits d'inscription ne sont remboursables que dans le cas où le Cégep annule un ou des cours compris dans l'offre de cours.

Les droits de reconnaissance de cours et de compétences sont remboursables en totalité avant la remise de tout document préparatoire ou avant la tenue de toute rencontre d'évaluation.

Les droits d'inscription en alternance travail études (ATE) sont remboursables à cinquante pourcent (50 %) à l'étudiant inscrit à l'ATE qui trouve lui-même son milieu de stage.

### **5.03 Autres droits afférents aux services d'enseignement**

Les autres droits afférents aux services d'enseignement collégial sont perçus au moment du choix de cours pour l'Enseignement régulier ou au moment de l'inscription pour la Formation continue.

Les autres droits afférents aux services d'enseignement collégial vingt-cinq dollars et cinquante-deux sous (25,52 \$)<sup>1</sup> sont remboursables :

- en totalité, avant le début de la session, si le Cégep annule un programme d'études;
- à 100 %, si l'étudiant quitte avant le début de la session;
- à 100 %, si l'étudiant est absent à une session complète et fournit les pièces justificatives pertinentes (dans la mesure où il a acquitté entièrement les droits exigibles);
- à 50 %, lorsque les conditions d'admission ou de réadmission ne sont pas respectées, sauf après évaluation du caractère raisonnable de la demande par la Direction du Cégep;
- ne sont pas remboursables après le début de la session.

Note : sur demande de l'étudiant et après vérification du dossier, le Cégep procédera au remboursement dans les vingt-cinq (25) jours ouvrables de la date de la demande de remboursement.

---

<sup>1</sup> Les autres droits afférents aux services d'enseignement collégial sont indexés annuellement selon les paramètres confirmés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du sport, au mois de mai de chaque année, relativement à l'augmentation de la masse salariale et à l'augmentation des coûts de système, et ce, pour les années 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

#### **5.04 Défaut de paiement**

L'élève qui est en défaut de payer, en tout ou en partie, les droits prescrits par décret gouvernemental ou qui en retarde le paiement, pourra voir son inscription refusée ou ne pourra se voir attribuer d'unités rattachées à tous les cours auxquels il est inscrit tant que ce défaut ou ce retard de paiement persistera.

#### **5.05 Droits spéciaux**

Les droits spéciaux, à savoir : les droits pour les étudiants non-résidents du Québec (étrangers) et les droits pour les étudiants résidant hors Québec (hors province) s'appliquent conformément aux règles établies par le ministère de l'Éducation du Québec.

### **ARTICLE 6      COMMANDITES POUR LES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT RÉGULIER ET DE LA FORMATION CONTINUE**

#### **6.01 Le Cégep envoie un étudiant en commandite**

L'étudiant inscrit à temps plein ou réputé temps plein au Cégep Marie-Victorin, à qui le Cégep accorde une commandite, n'a aucun droit supplémentaire à déboursier pour ladite commandite.

L'étudiant inscrit à temps partiel au Cégep Marie-Victorin, à qui le Cégep accorde une commandite, doit acquitter des droits d'inscription de 5 \$ / cours pour ladite commandite.

#### **6.02 Le cégep reçoit un étudiant d'un autre collège**

Aucun droit administratif ne peut être facturé pour l'accueil d'étudiants en commandite. Tel que spécifié dans le document d'encadrement, l'accueil d'élève en commandite ne peut donner lieu à la perception de droits afférents aux services d'enseignement ou de toute autre nature, lorsque ceux-ci sont perçus par l'établissement d'attache.

### **ARTICLE 7      ENTRÉE EN VIGUEUR**

**7.01** Sous réserve de son approbation par le ministre de l'Éducation du Québec, le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2005 pour la session d'été 2005 et les sessions subséquentes.

### **ARTICLE 8      DISPOSITIONS FINALES**

**8.01** Le préambule fait partie du présent règlement.

**8.02** La Direction générale ou les représentants dûment autorisés sont responsables de l'application du présent règlement.

**8.03** Le présent règlement a été adopté par le conseil d'administration le 28 janvier 2009.

**8.04** Le présent règlement abroge tout règlement ou tout texte antérieur concernant les objets dudit règlement.